

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Égypte

Et de deux : après Ben Ali, c'est Moubarak qui « dégage »

!

- International -

Date de mise en ligne : samedi 12 février 2011

Démocratie & Socialisme

L'État-major de l'Armée qui exerce la réalité de la dictature en Égypte était, le 10 février, devant un choix douloureux. Soit il obligeait Moubarak à partir, soit il le maintenait au pouvoir. Dans le premier cas, l'appel d'air créé par la démission de Moubarak aurait été un formidable encouragement à l'élargissement de la mobilisation populaire. Dans le deuxième cas, le maintien de Moubarak à son poste de président aurait soulevé la colère du peuple égyptien, avec le même risque.

En laissant Moubarak décider de partir sans partir, le Conseil supérieur des forces armées a tenté de trouver un moyen terme lui permettant d'éviter les inconvénients des deux options. Il paraît évident, aujourd'hui, qu'il a plutôt cumulé tous les inconvénients. Le revirement de Moubarak, le 10 février, provoquait une énorme déception puis la fureur du peuple égyptien.

Le lendemain, la fuite de Moubarak pour Charm-el Cheikh créait le puissant appel d'air que craignait tant l'Etat-major. Cet appel d'air provoquait la mobilisation monstre de plusieurs millions d'Égyptiens, le 11 février, au Caire, au nord, au sud, à l'est, dans les grandes et les petites villes. La mobilisation, aux cris mille fois répétés : « Le peuple a fait tomber le régime ! », était de loin la plus énorme qu'ait connue le pays depuis le 25 janvier,

Une mobilisation qui s'est étendue à toute l'Égypte

Moubarak avait tout essayé. La répression, les concessions, l'attaque de la mobilisation populaire par ses « baltaguiyas », le chantage à l'intervention de l'armée.

Mais, rien n'y a fait, non seulement la mobilisation s'approfondissait au Caire où les manifestations dénonçaient l'illégitimité de l'exécutif comme du parlement, mais elle s'étendait à toute l'Égypte.

Des manifestations déferlaient dans toutes les villes, grandes ou petites du pays, réclamant le départ de Moubarak. L'Égypte rurale, où l'écrasante majorité des petits agriculteurs et des ouvriers agricoles vivent avec moins de deux dollars par jour, basculait du côté du mouvement.

Pire, pour le régime, la grève gagnait l'ensemble du pays. Au Caire même, les salariés précaires de l'aéroport faisaient grève pour leur titularisation, 3 000 agents hospitaliers de l'hôpital Qasr al-Ain, le plus grand hôpital de la ville, descendaient dans la rue ainsi que 2 000 cheminots.

Du nord au sud et à l'est, une vague de grèves, mobilisant des milliers de salariés, paralysait des services de l'administration, les arsenaux et de nombreuses entreprises, dans l'industrie textile, la métallurgie, les télécommunications, l'alimentation, l'électricité, le pétrole. Les objectifs étaient les mêmes partout : solidarité avec les manifestants du Caire, augmentation des salaires et amélioration des conditions de travail. Au point que Moubarak devait concéder une augmentation de 15 % des salaires des fonctionnaires civils et militaires.

La révolution nourrissait, en effet, les attentes de forces sociales dont les droits avaient été pendant si longtemps bafoués.

MAJESTY !

Et de deux : après Ben Ali, c'est Moubarak qui « dégage » !

C'est l'acronyme utilisé par la presse anglo-saxonne pour désigner les pays dont les dictatures passent ou pourraient bien passer à la trappe : Maroc - Algérie - Jordanie - Égypte - Syrie - Tunisie -Yémen.

La résistance de Moubarak avait bloqué la diffusion de l'onde de choc partie de Tunisie. La chute de Moubarak pourrait bien permettre aux manifestations de masse de reprendre leur essor en Algérie, en Jordanie, au Yémen et s'étendre au Maroc et à la Syrie. Dès le 12 février, malgré les arrestations, la mobilisation de 30 000 membres des « forces de sécurité » et la division de l'opposition, des milliers de manifestants ont réussi à forcer les barrages à Alger et à Oran. Le même jour, plusieurs autres milliers de jeunes envahissaient spontanément les rues de Sana'a, la capitale du Yémen.

Certes, les dictatures s'exercent de façon différente dans chacun de ces pays. Les marges de manoeuvre sont différentes pour la dictature algérienne qui dispose de la manne pétrolière, pour la dictature marocaine qui a laissé s'instaurer un petit espace de « liberté culturelle » ou pour la dictature syrienne qui a noyauté la société dans ses moindres recoins.

Mais dans tous ces pays existent une même colère, énorme, provoquée par l'horreur de devoir vivre sous un régime tyrannique et dans des conditions économiques qui s'aggravent quotidiennement. Des conditions économiques marquées par l'augmentation rapide des prix des biens de première nécessité : alimentation, énergie. Marquées par une inflation qui rogne chaque année une partie de salaires déjà très bas. Marquées par un chômage épouvantable qui, comme en Égypte touche 90 % des moins de 30 ans alors que ces moins de 30 ans représentent les deux tiers de la population. Marquées, enfin, par le luxe ostentatoire et haïssable d'une petite couche de parasites arrogants, corrompus et corrupteurs.

Jérôme Frévent

12/02/2011